

Résilience sociétale

Force de défense civile pour mieux répondre aux catastrophes.

La souveraineté d'un État se mesure d'abord à sa capacité physique d'autodétermination. Pour un Québec souverain, cette capacité nécessite de rompre avec la doctrine de force projetée, conçue pour des interventions à l'étranger, afin d'adopter une doctrine de présence territoriale. Le contrôle immédiat du territoire et des communications permettrait d'exercer une souveraineté effective, sans dépendre d'une force extérieure pour sécuriser le territoire. La décision locale raccourcirait le délai d'intervention de catastrophes de 48-72 heures à moins de trois heures grâce au prépositionnement régional, tandis que chaque municipalité et citoyen deviendrait un maillon de cette souveraineté opérationnelle, inscrivant la résilience dans la routine du territoire.



Un projet pilote dans le Bas-Saint-Laurent représenterait l'investissement fondateur de cette force de présence territoriale, avec un budget d'1,5 million \$ pour l'année initiale, une fraction dérisoire du coût d'un seul avion de chasse étranger pour couvrir l'ensemble de la région. 500 000 \$ seraient alloués aux kits régionaux de communication, comprenant VHF/UHF et terminaux satellitaires haute priorité pour maintenir les échanges même si les tours cellulaires s'effondrent ou saturent. 800 000 \$ financeraient la formation et l'encadrement initial, incluant l'usage de drones de cartographie thermique permettant d'intervenir de nuit et de détecter des foyers d'incendie invisibles à l'œil nu. 200 000 \$ seraient consacrés à la coordination, à la gestion des stocks stratégiques régionaux (carburant, génératrices, eau potable) et au déploiement de ponts Bailey modulaires, rapides à assembler et exigeant un personnel limité mais spécialisé. Le succès de ce pilote constituerait le prototype exportable dans toutes les régions, de la Gaspésie au Saguenay, à l'Abitibi, offrant un moteur tangible de résilience nationale.

La doctrine de Défense Totale repose sur la maîtrise complète des ressources critiques. Le Québec souverain contrôlerait 100 % des infrastructures comme la SOPFEU, Hydro-Québec et le ministère des Transports, sans négociations externes, et sécuriserait les chaînes d'approvisionnement essentielles en vivres, énergie et carburant. Le dispositif prévoit des corridors logistiques priorités, la réquisition ou la coordination des centres de distribution alimentaire et des installations de traitement d'eau pour garantir l'autonomie régionale en situation de rupture d'infrastructure. L'État doit s'orienter vers des unités médicales mobiles modulaires pour stabiliser les blessés ou malades dans les zones isolées et éviter la saturation des hôpitaux. La souveraineté numérique serait protégée, avec des flux d'information critiques isolés des intrusions malveillantes, assurant l'intégrité des communications et de la décision stratégique même en crise. La sécurisation des systèmes de commande énergétique et de traitement de l'eau, combinée à des capacités de logistique alimentaire, garantirait la subsistance autonome de la population. Ces principes rejoignent les orientations internationales : « *La sécurité globale d'une nation repose sur la volonté de chaque citoyen de contribuer à la défense commune* » -- Ministère de la Défense de Lituanie, Doctrine de Défense Totale (2022) et « *Le maintien d'une résilience territoriale assure que l'État peut survivre aux crises sans dépendance extérieure* » -- Finlande, Ministère de la Défense (2019), et « *La protection civile est la première ligne de souveraineté* » -- Suède, Civilförsvarverket (2020).

Les trois cercles de volontaires structurent l'armature de l'État souverain en hiérarchie de compétence. Le premier cercle, le noyau permanent, regroupe les experts et spécialistes de haut niveau en ingénierie, logistique lourde, planification stratégique et cybersécurité ; il constitue l'état-major civil garantissant la permanence et la direction de l'État. Le deuxième cercle, la réserve régionale, rassemble des réservistes protégés légalement dans leur emploi et formés aux standards techniques, y compris la gestion d'incident ICS, le secourisme tactique et le déploiement technique ; ce groupe est convertible vers une fonction de défense nationale, assurant que la structure civile peut se transformer immédiatement en armature opérationnelle. Le troisième cercle, la mobilisation, intègre les citoyens volontaires et la collectivité pour l'appui communautaire, l'accueil et la solidarité locale, apportant profondeur et masse critique au dispositif. Cette hiérarchie garantit que même en situation de crise majeure, le noyau technique reste intact et dirige l'action des autres cercles, constituant le moule doctrinal de la future organisation de défense du Québec indépendant.

La pleine capacité de l'État se manifeste dans la synergie entre ces cercles, le contrôle des infrastructures et la sécurisation des flux critiques. Le dispositif prévoirait l'interopérabilité complète entre systèmes de communication, permettant aux terminaux VHF/UHF et aux satellites de parler un même langage technique, éliminant les silos de données entre municipalités et sociétés d'État. L'armature logistique et la hiérarchie des cercles créeraient un socle formé, prêt à basculer du civil vers la défense nationale si nécessaire. La vision doctrinale, inspirée par René-Marcel Sauvé, inscrit la défense civile comme épine dorsale du futur État : la maîtrise du Bouclier laurentien et des flux stratégiques confère crédibilité et crédence sur la scène internationale, évitant que le Québec ne soit perçu comme un vide sécuritaire susceptible d'ingérence.

L'État souverain repose sur la capacité de ses citoyens à protéger et à subvenir à leurs besoins dans l'épreuve. La défense civile devient le socle physique de la souveraineté, liant chaque municipalité et individu à la résilience nationale. Un peuple qui peut se protéger et organiser la subsistance de son territoire en situation de crise a déjà parachevé son indépendance dans les faits. C'est dans cette maîtrise du territoire, de l'information, des ressources et des hommes que se fonde la crédibilité politique et la pérennité du Québec indépendant.